

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

Lille, le 06 Décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE**

46 ROUTE DE NESLE  
BP 70007  
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2023 - E30152  
Code AIOT : 0005102404

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le jeudi 9 novembre 2023 vers 4h30, la société TSSE a déclenché son Plan d'Opération Interne (POI) suite à l'incendie de son moulin. L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site vers 11h00.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso Seuil Bas et IED.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- gestion de l'incendie du moulin du 9 novembre 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### **2-2) Bilan synthétique des constats**

#### Contexte

Le jeudi 9 novembre 2023, à 6h20, l'inspection des installations classées a été prévenue par le service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) de la Somme que la société TSSE précitée a déclenché son POI suite au signalement d'un feu dans son moulin. Au vu de la situation, les services départementaux d'incendie et de secours de la Somme ont été mobilisés.

#### Description du secteur impacté

Dans le cadre de ses activités, l'exploitant réceptionne, stocke et transfère du blé vers des installations de traitement appelées « moulin ». Ce moulin est constitué de 5 étages comprenant notamment une salle de contrôle au deuxième étage.

#### Origine et déroulement du sinistre

Selon les premières informations recueillies auprès de l'exploitant le jour de l'incendie, vers 4h30, un opérateur a démarré un broyeur dans le moulin. Dès la mise en route de cet équipement un transformateur haute tension à huile a explosé. Cette explosion a généré une coupure électrique générale du site puis un incendie dans le moulin. Cet incendie s'est ensuite rapidement propagé dans le local haute tension situé au rez-de-chaussée (R0) puis dans les étages supérieurs du moulin. L'exploitant a alors déclenché son POI et alerté les services départementaux d'incendie et de secours.

Le premier étage (R+1) a été brûlé ainsi que le deuxième étage (R+2) où se situait la salle de contrôle du moulin. À notre arrivée sur les lieux vers 11h00, le SDIS nous a indiqué que l'incendie était maîtrisé. Des moyens de protection ont été mis en place afin :

- d'éviter la propagation de l'incendie dans les silos de farine et de blé situés à proximité du moulin. Ces silos contenaient respectivement 650 tonnes de farine et 2200 tonnes de blé ;
- de limiter les dégâts matériels dans les étages supérieurs (R+3, R+4 et R+5). En effet, même si l'incendie était circonscrit, des câbles électriques ont continué à se consommer durant plusieurs heures et à dégager des fumées.

Lors des opérations de reconnaissance du SDIS, il a été constaté de nombreux dégâts matériels dans le moulin (machineries et équipements brûlés, câbles électriques fondus, filtres à manches endommagés, escaliers détruits, etc.).\*

Le POI a été levé vers 17h30.

### Moyens déployés

Selon les informations recueillies auprès du SDIS lors de notre présence sur site, environ 97 sapeurs-pompiers ont été mobilisés et au moins 48 véhicules ont été engagés. De plus, l'exploitant a également mis à disposition des équipiers de première intervention ainsi que des salariés formés aux risques, pour accompagner les sapeurs-pompiers lors des opérations de reconnaissance par exemple.

### Conséquences

#### Humaines :

Aucune victime n'a été déplorée. Toutefois, une cellule psychologique a été mise en place afin notamment de prendre en charge les personnes ayant été choquées par cet accident.

#### Matérielles :

Au niveau du moulin, le rez-de-chaussé ainsi que les niveaux R+1 et R+2 ont été fortement endommagés par l'incendie. À ce jour, le moulin n'est pas réparé et l'exploitant n'a pas encore transmis d'informations plus précises sur l'étendue exacte des dégâts matériels.

#### Environnementales :

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les eaux d'extinction d'incendie étaient bien recueillies et isolées dans son bassin de confinement dédié à cet effet. Le SDIS a confirmé que cette rétention était suffisante pour contenir les eaux d'extinction d'incendie utilisées durant le sinistre. Des opérations de reconnaissance liées aux fumées de l'incendie ont été engagées en périphérie de l'entreprise et dans les communes de Rouy-Le-Petit, Mesnil-Le-Petit et Mesnil-Saint-Nicaise. Ces mesures n'ont pas mis en évidence d'impact significatif de ces fumées dans l'environnement.

### Rapport d'accident

L'exploitant a été contacté par téléphone le 15 novembre 2023. Ce dernier a déclaré que les dégâts liés à l'incendie étaient considérables et que de nombreux experts se sont succédés sur le site afin notamment d'identifier le plus précisément possible les causes et les conséquences de cet événement ainsi que les mesures transitoires à mettre en place pour que la production puisse reprendre au plus vite en toute sécurité (apport de farine d'un autre site ?). Au vu des nombreuses urgences à gérer, l'exploitant n'a pas encore transmis de rapport d'accident à l'inspection des installations classées.

Toutefois, il est formellement demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 jours, à réception du présent rapport, un rapport d'accident précisant : *« notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »* et ce, conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de ce sinistre, l'exploitant a fait preuve de réactivité et a rapidement prévenu les secours et l'astreinte de la préfecture. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 jours un rapport d'accident.